**CONFÉRENCE D'ADHÉSION
À L'UNION EUROPÉENNE
- CROATIE -**

**Bruxelles, le 25 juin 2010 (28.06)
(OR. en)**

AD 22/10

LIMITE

CONF-HR 21

DOCUMENT D'ADHÉSION

Objet: POSITION COMMUNE DE L'UNION EUROPÉENNE
Chapitre 23: Pouvoir judiciaire et droits fondamentaux

POSITION COMMUNE DE L'UNION EUROPÉENNE

Chapitre 23: Pouvoir judiciaire et droits fondamentaux

La présente position de l'Union européenne est fondée sur la position générale qu'elle a définie pour la Conférence d'adhésion avec la Croatie (CONF-HR 2/05) et s'entend sous réserve des principes de négociation approuvés par la Conférence d'adhésion (CONF-HR 5/05), à savoir notamment:

- tout avis exprimé par l'une ou l'autre des parties sur un chapitre des négociations ne préjugera en rien la position qui pourra être adoptée sur d'autres chapitres;
- les accords, même partiels, intervenus dans le courant des négociations sur des chapitres devant être examinés successivement ne peuvent être considérés comme définitifs avant qu'un accord global n'ait été dégagé,

ainsi que des critères fixés aux points 13, 16 et 26 du cadre de négociation.

L'UE souligne qu'il importe que la Croatie se conforme à l'accord de stabilisation et d'association, ainsi qu'au partenariat pour l'adhésion, qui constituent des éléments de base de la stratégie de préadhésion.

L'Union rappelle qu'une coopération pleine et entière avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) demeure essentielle, conformément au cadre de négociation.

L'UE rappelle en outre que, dans ses conclusions du 3 octobre 2005, il était convenu qu'un défaut de coopération avec le TPIY, à quelque stade que ce soit, pèserait sur l'avancement général des négociations.

L'UE encourage la Croatie à poursuivre le processus d'alignement sur l'acquis, ainsi que la mise en œuvre et l'application effectives de celui-ci et, de manière générale, à élaborer avant même l'adhésion des politiques et instruments qui se rapprochent autant que possible de ceux de l'UE.

L'UE note que la Croatie, dans sa position (CONF-HR 6/10), accepte l'acquis au titre du chapitre 23, tel qu'il était en vigueur au 1^{er} janvier 2010, et que ce pays déclare qu'il sera prêt à le mettre en œuvre à la date de son adhésion à l'Union européenne.

L'UE prend note des diverses mesures et différents plans à mettre en œuvre qui figurent dans la position de la Croatie CONF-HR 6/10 et qui concernent tous les aspects du chapitre 23: pouvoir judiciaire et droits fondamentaux. L'UE observe que d'autres efforts sont nécessaires pour achever le cadre législatif dans un certain nombre de domaines. De plus, l'UE souligne qu'il importe que la Croatie fasse un bilan de la mise en œuvre en général et prouve ainsi que les réformes instaurées produisent des résultats concrets.

i) Pouvoir judiciaire

Indépendance

L'UE prend note des informations relatives à l'*indépendance* du pouvoir judiciaire et, en particulier, des mesures concernant le recrutement et la gestion de la carrière des juges et des procureurs. Elle souligne qu'il importe de mettre en place des systèmes de sélection fondés sur des critères homogènes, transparents, objectifs et applicables dans tout le pays pour le recrutement et la désignation des juges et des procureurs. L'UE relève que la Croatie compte à cet égard introduire de nouvelles modifications concernant la législation fondamentale (qui englobe la loi sur le conseil supérieur des juges, la loi sur le parquet, la loi sur l'école de la magistrature et la loi sur les tribunaux), adoptée en décembre 2009, ainsi que le droit dérivé nécessaire. L'UE note qu'il est indispensable de renforcer la responsabilité du pouvoir judiciaire à l'égard des citoyens et d'empêcher les ingérences, notamment politiques, dans les procédures judiciaires.

L'UE note que l'école nationale des juges et procureurs devrait accueillir ses premiers étudiants en octobre 2010, les premières nominations devant intervenir à l'issue du programme et après les examens, soit en 2012. Elle encourage la Croatie à prendre en temps voulu toutes les mesures nécessaires et insiste sur l'importance particulière qu'elle attache à une mise en œuvre intégrale et correcte des mesures transitoires prévues pour la nomination des juges et des procureurs. À cet égard, la Croatie devrait établir un rapport démontrant que les nominations sont fondées sur le mérite, sans ingérence politique. Il y aura lieu d'accorder une attention particulière au fonctionnement du conseil supérieur des juges et du conseil supérieur des procureurs, ainsi qu'au renforcement de ces deux institutions. L'UE demande à la Croatie de garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire en matière de nomination des présidents des juridictions.

Impartialité

L'UE prend note des informations fournies par la Croatie concernant l'*impartialité* du pouvoir judiciaire, en particulier le code d'éthique des juges et des procureurs, le système de poursuites disciplinaires et l'immunité des membres du pouvoir judiciaire. Par ailleurs, l'UE relève et souligne l'importance que revêtent les plans élaborés par la Croatie pour réformer la procédure de désignation des membres du conseil supérieur des juges et du conseil supérieur des procureurs, pour supprimer les possibilités d'ingérence politique dans le travail de ces organes et pour abolir la période probatoire de cinq ans en vigueur pour les juges. Elle invite la Croatie à la tenir régulièrement informée des mesures adoptées et de celles prévues à cet égard. Dans ce contexte, l'UE souligne qu'il importe que l'élection des membres de ces organes par les pairs de la profession se fasse dans le cadre d'une procédure transparente. L'UE souligne en particulier qu'il importe de veiller à des procédures disciplinaires efficaces et transparentes. Elle invite la Croatie à renforcer les moyens dont disposent le conseil supérieur des juges et le conseil supérieur des procureurs pour s'acquitter de leurs missions fondamentales, notamment en ce qui concerne la nomination, la formation et la promotion des fonctionnaires de justice et les procédures disciplinaires qui leur sont applicables, et à veiller à ce que ces organes fassent preuve de suffisamment d'impartialité et rendent suffisamment compte de leur action. L'UE demande également à la Croatie d'appliquer sans réserve le code d'éthique et de renforcer l'efficacité du système de déclaration des avoirs des juges et des procureurs, y compris par une vérification systématique de l'exactitude de ces déclarations. L'UE souligne qu'il importe que la Croatie apporte la preuve des résultats qu'elle a obtenus dans ces domaines. Elle invite la Croatie à améliorer la publication des décisions de justice définitives et l'accès à celles-ci, tant pour développer une jurisprudence et une pratique judiciaire constante que pour faciliter leur diffusion auprès du public.

Professionalisme et compétence

L'UE prend note des informations relatives au *professionalisme et à la compétence* des acteurs du système judiciaire et, en particulier, des mesures concernant l'établissement de l'école de la magistrature, y compris son nouveau statut d'indépendance et les plans visant à renforcer ses moyens et à la doter de locaux permanents. Elle invite la Croatie à garantir concrètement l'indépendance de l'école de la magistrature, à améliorer l'offre de formation initiale et sur le lieu de travail, y compris sur la législation de l'UE, à renforcer les établissements de formation concernés, notamment en augmentant leurs effectifs, et à faire en sorte que la future école nationale des fonctionnaires de justice joue effectivement son rôle.

Efficacité

L'UE prend note des informations concernant l'*efficacité* du système judiciaire et, en particulier, la réduction de l'arriéré judiciaire, le processus de rationalisation du réseau des tribunaux, l'introduction de systèmes informatiques, les plans de réforme de la procédure d'exécution des décisions et l'instauration d'un système d'huissiers publics. Elle note que l'arriéré judiciaire reste important, en particulier pour les affaires anciennes, et que la durée des procédures continue à poser des problèmes. L'UE invite la Croatie à poursuivre ses efforts visant à réduire sensiblement l'arriéré judiciaire à tous les niveaux de juridiction et à établir un système unique et global pour le suivi statistique du traitement des dossiers par l'ensemble des juridictions et des parquets, afin notamment que la durée moyenne des procédures pour les différentes catégories d'affaires puisse faire l'objet d'un suivi adéquat. L'UE souligne qu'il importe de donner aux tribunaux des ressources suffisantes pour leur permettre de s'acquitter de leurs missions et elle demande à la Croatie de renforcer et d'accélérer ses efforts visant à concrétiser la fusion fonctionnelle et physique des tribunaux municipaux et correctionnels, ainsi que des parquets, et d'adopter un plan détaillé de rationalisation des tribunaux de comté et des tribunaux de commerce.

L'UE demande à la Croatie de veiller à apporter des améliorations tangibles à l'application des décisions de justice avant même l'introduction du nouveau système d'application qui est prévu. Elle souligne qu'il est indispensable que le système de justice administrative soit réformé sans tarder. L'UE prend note des plans de la Croatie en matière de modes alternatifs de règlement des conflits et elle encourage le pays à prendre les mesures nécessaires pour qu'il en soit fait bon usage afin de contribuer à une plus grande efficacité du système judiciaire. Il convient de porter une plus grande attention à la médiation extrajudiciaire et de veiller plus particulièrement à ce que la médiation judiciaire ne soit pas perçue comme un motif de découragement au regard des indicateurs de performance des juges. L'UE souligne qu'il est indispensable d'apporter de nouvelles améliorations au système des inspections judiciaires, y compris par une augmentation des effectifs, et de garantir une plus grande transparence dans l'inspection des parquets. Elle encourage la Croatie à faire en sorte que les réglementations nécessaires soient adoptées, que la formation requise soit donnée et que les autres travaux préparatoires soient achevés afin de permettre une application intégrale des nouvelles dispositions du code de procédure pénale concernant les modifications de l'enquête judiciaire et le transfert de compétences au parquet général.

Crimes de guerre

L'UE prend note des informations fournies par la Croatie sur le déroulement des enquêtes internes relatives aux *crimes de guerre* et des procès en la matière. Elle souligne que de nouveaux progrès sont indispensables dans ce domaine, non seulement pour servir les intérêts de la justice en Croatie mais aussi pour conforter la réconciliation tant en Croatie que dans la région. Dans ce contexte, l'UE encourage également la Croatie à continuer de s'occuper de la question des personnes portées disparues lors du conflit dans les années 90. Elle insiste sur la nécessité de mettre un terme à l'impunité s'agissant des nombreux crimes des années 90 pour lesquels il n'y a eu ni enquête ni poursuites et de surmonter les résistances rencontrées au niveau local pour enquêter sur certains crimes et en poursuivre les auteurs. À cet égard, l'UE encourage la Croatie à déployer de manière effective des moyens pour enquêter sur les dossiers les plus graves et particulièrement sensibles et à profiter pleinement et à bon escient de la possibilité de transférer des dossiers des tribunaux locaux vers les chambres spéciales chargées des crimes de guerre.

L'UE invite aussi la Croatie à montrer qu'un terme a été mis à toute partialité dans l'examen des affaires de crimes de guerre et à garantir un traitement impartial de ces affaires par les services répressifs et les juridictions, y compris en donnant un degré de priorité élevé aux enquêtes et à l'application d'une norme uniforme en matière de responsabilité pénale. Il convient de veiller en particulier à ce que le pouvoir judiciaire applique les normes de manière homogène lors des procès pour crimes de guerre et à ce que soient supprimées les différences constatées en termes d'inculpations et de peines prononcées pour des délits similaires. L'UE demande à la Croatie de veiller à ce que les accusés puissent systématiquement bénéficier de l'assistance d'avocats commis d'office par le tribunal et de mettre en œuvre des mesures suffisantes de protection des témoins.

L'UE invite également la Croatie à mettre en œuvre son plan d'action sur le réexamen des dossiers jugés par défaut, notamment en appliquant les nouvelles dispositions du code de procédure pénale relatives à la réouverture des procédures et en mettant en œuvre d'autres moyens de recours tels que la protection de la légalité, afin de garantir que les demandes de réouverture d'une procédure et les nouveaux procès fassent l'objet d'un traitement équitable et impartial de la part de l'ensemble des autorités judiciaires concernées. L'UE prend note des travaux réalisés par la Croatie pour créer une base de données sur tous les incidents liés à des crimes de guerre. Elle invite le pays à mettre sur pied cette base de données et à en faire un outil efficace et opérationnel, y compris au niveau régional, qui soit à même de contribuer à l'exercice de poursuites contre les auteurs de crimes de guerre.

Réforme judiciaire

L'UE prend note des informations fournies par la Croatie concernant le processus de *réforme du secteur judiciaire* et relève en particulier que le pays s'est engagé à mettre en œuvre dans son intégralité le plan d'action établi dans le cadre de la stratégie de réforme judiciaire de juin 2008, ainsi que la future version actualisée de ce document. Elle souligne qu'il est indispensable que la Croatie actualise sa stratégie de réforme judiciaire et le plan d'action qui l'accompagne et qu'elle établisse un bilan de leur mise en œuvre effective, notamment en veillant à prévoir des moyens institutionnels suffisants pour mener les réformes judiciaires, y compris dans le cadre du contrôle post-législatif. L'UE encourage la Croatie à poursuivre sans attendre la réorganisation interne du ministère de la justice qui est en cours, en prévoyant des effectifs suffisants dans les principaux domaines de la réforme et en mettant en place une véritable coordination de tous les organes concernés. Elle souligne qu'il importe que le pays soit prêt en temps utile pour utiliser le Fonds social européen et, plus particulièrement, le programme opérationnel de développement des capacités institutionnelles, qui a trait à la réforme du secteur judiciaire et aux mesures de lutte contre la corruption.

ii) Lutte contre la corruption

Mesures et institutions nationales

L'UE prend note des informations fournies par la Croatie concernant les dispositifs institutionnels mis en place pour coordonner, mettre en œuvre et suivre les efforts déployés dans le cadre de la lutte contre la corruption, y compris le récent renforcement de la commission de lutte contre la corruption, dorénavant présidée par le premier ministre. Elle souligne qu'il importe que la responsabilité et l'efficacité des systèmes judiciaire et administratif en matière de lutte contre la criminalité organisée et la corruption fassent l'objet d'un suivi continu de haut niveau.

L'UE insiste sur l'importance que revêt la mise en œuvre par la Croatie de sa stratégie nationale de lutte contre la corruption et du plan d'action correspondant et indique qu'il importe que la stabilité juridique et institutionnelle du cadre anticorruption soit garantie. Plus particulièrement, la Croatie devrait se doter d'un mécanisme institutionnel efficace de coordination pour la mise en œuvre et le suivi de la lutte contre la corruption, notamment en renforçant davantage la structure de coordination du ministère de la justice et en améliorant les capacités et l'efficacité du ministère de l'administration, compte tenu des responsabilités importantes qui sont les siennes dans le cadre de la stratégie de lutte contre la corruption et du plan d'action correspondant.

L'UE note également que le conseil national de suivi de la stratégie de lutte contre la corruption prend de plus en plus d'initiatives. Elle l'encourage à poursuivre cette approche dynamique pour assurer le suivi de la mise en œuvre de la stratégie, notamment en proposant des mesures correctives pour la stratégie et le plan d'action et en lançant l'organisation de débats publics réguliers sur les questions de corruption. En outre, l'UE encourage le gouvernement croate à mener régulièrement des campagnes de sensibilisation concernant l'existence, les causes et la gravité de la corruption ainsi que la menace qu'elle représente, en coopération avec toutes les institutions concernées et la société civile.

L'UE note que la Croatie prévoit de procéder à une analyse d'impact de sa stratégie de lutte contre la corruption et de réactualiser cette stratégie et le plan d'action correspondant, qui accorderont une place plus importante aux mesures de prévention visant notamment à s'attaquer aux conflits d'intérêt, à renforcer l'intégrité et la transparence dans l'administration nationale et à améliorer la législation sur le financement des partis politiques. L'UE souligne qu'il importe que le pays dispose de données statistiques fiables et de moyens lui permettant d'élaborer des analyses d'impact de ses politiques. Elle insiste sur l'importance que revêt une mise en œuvre effective de ces mesures au niveau national et local, ainsi que du plan d'action pour la lutte contre la corruption dans les entreprises publiques, en particulier pour réduire l'ingérence politique et renforcer les mécanismes indépendants de surveillance et de contrôle.

Cadre juridique national

L'UE prend note des informations qui lui ont été communiquées sur le cadre juridique national mis en place par la Croatie en matière de lutte contre la corruption. L'UE encourage la Croatie à poursuivre l'amélioration de ce cadre afin d'en renforcer l'efficacité. En particulier, elle encourage la Croatie à revoir entièrement et à améliorer sa législation sur le financement des partis politiques, notamment à étendre le champ d'application de celle-ci aux campagnes électorales et à améliorer la transparence et l'indépendance du contrôle en la matière. L'UE engage la Croatie à tenir pleinement compte à cet égard des récentes recommandations du GRECO.

L'UE préconise également une mise au point législative minutieuse de la loi sur le Bureau de la prévention de la corruption et de la criminalité organisée (USKOK), y compris en ce qui concerne sa compétence actuellement limitée aux affaires de fraude fiscale. Elle constate par ailleurs que le cadre juridique de lutte contre la criminalité économique et financière présente des insuffisances. L'UE engage la Croatie à prendre des mesures pour lutter contre la corruption dans le secteur privé, à faire pleinement usage de la possibilité de poursuivre les personnes morales pour corruption, à engager des poursuites pour les faits de blanchiment d'argent à titre autonome ainsi qu'en cas de violation de l'article 300 du code pénal (non signalement d'infractions pénales dont on a connaissance).

L'UE prend acte des informations qui lui ont été communiquées sur l'article 82 du code de procédure pénale et invite la Croatie à mettre en place les structures institutionnelles appropriées pour gérer convenablement les biens saisis dans le cadre de procédures pénales.

L'UE souligne l'importance que revêt l'amélioration de la transparence, de l'efficacité et de l'intégrité de l'administration publique, qui constitue l'un des piliers du cadre anticorruption. À cet égard, elle invite la Croatie à mettre en œuvre des mesures concrètes de lutte contre la corruption, à assurer la formation continue du personnel et à adopter, modifier et mettre en œuvre la législation nécessaire à la pleine application de la loi générale sur les procédures administratives, de manière à assurer la transparence, l'objectivité, la clarté, l'efficacité et la sécurité juridique. L'UE invite également la Croatie à améliorer la législation et les pratiques relatives à l'accès à l'information afin de permettre le renforcement de la transparence, d'améliorer la mise en œuvre du système d'éthique et d'intégrité dans l'administration publique et d'assurer la mise en œuvre de plans d'action de lutte contre la corruption dans les entreprises publiques. L'UE souligne également qu'il importe de prendre des mesures de dépolitisation du service public et d'achever l'élaboration de la base juridique permettant d'instaurer une fonction publique professionnelle, en mettant en place un nouveau système de salaire de façon à assurer la promotion au mérite, des mécanismes de gratification et la fidélisation du personnel qualifié, ce qui permettra de réduire le risque de corruption.

L'UE souligne qu'il importe d'améliorer sensiblement la prise en charge des situations de conflits d'intérêts et engage la Croatie à introduire un système adapté pour s'en prémunir et les sanctionner à tous les niveaux et à établir un bilan de mise en œuvre; cela pourrait notamment passer par un soutien professionnel et administratif renforcé apporté à la commission chargée des conflits d'intérêts, afin que celle-ci puisse fonctionner efficacement, des principes d'interprétation écrits et des formations en la matière destinés aux fonctionnaires de tous les organes publics concernés, en veillant à ce que ces principes (code éthique/code de déontologie) soient activement portés à la connaissance du personnel. L'UE engage également la Croatie à introduire un système adéquat permettant de contrôler et de vérifier les déclarations de patrimoine des fonctionnaires et des magistrats, qui comprendrait des sanctions dissuasives en cas de non-respect.

Cadre juridique international et institutions internationales

L'UE note que la Croatie s'est alignée sur tous les instruments juridiques internationaux applicables dans ce domaine. Elle encourage la Croatie à mettre en œuvre ces instruments juridiques et à adopter des politiques et des mesures de lutte contre la corruption dans le cadre d'une approche multidisciplinaire. L'UE prend note des informations que lui a fournies la Croatie sur la mise en place du système vertical du Bureau de la prévention de la corruption et de la criminalité organisée (USKOK), composé de l'USKOK, du PNUSKOK (Bureau de la police nationale chargé de la répression de la corruption et de la criminalité organisée) et des chambres spécialisées dans la lutte contre la corruption des tribunaux des comtés de Zagreb, de Split, d'Osijek et de Rijeka. L'UE constate que la mise en œuvre de ces structures institutionnelles introduites récemment n'en est qu'à ses débuts. Elle note également que les chambres spécialisées dans la lutte contre la corruption n'existent qu'au niveau des tribunaux de première instance. À cet égard, l'UE souligne qu'il importe que la Croatie établisse un relevé des enquêtes, des poursuites et des décisions de justice efficaces dans des affaires de criminalité organisée et de corruption, quel qu'en soit le niveau, y compris dans des secteurs sensibles comme les marchés publics. Elle engage la Croatie à veiller à ce que l'USKOK, la police et les tribunaux traitent de manière efficace et effective les affaires de corruption et de criminalité organisée, notamment en assurant une meilleure coopération entre les agences, en particulier entre les services répressifs et dans le domaine de la coopération financière et du traitement des données, et par l'établissement et la mise en œuvre de protocoles d'accords et de protocoles de coopération. L'UE encourage également la Croatie à améliorer sa coopération internationale, notamment en matière de criminalité organisée, y compris en ce qui concerne l'échange d'informations au titre des conventions internationales.

L'UE engage la Croatie à renforcer encore la capacité de l'USKOK, compte tenu notamment des responsabilités accrues que lui confère le code de procédure pénale. Elle appelle la Croatie à donner à l'USKOK, au PNUSKOK et aux autres organismes chargés de lutter contre la corruption l'indépendance nécessaire pour qu'ils puissent exercer leurs fonctions de manière efficace et libre de toute influence injustifiée. L'UE souligne qu'il importe que les enquêtes soient suffisamment étendues pour s'assurer que toutes les possibilités ont été explorées et met en garde contre une limitation des enquêtes, notamment en matière de corruption politique, dans le seul but d'obtenir des résultats rapides. Elle note que deux tiers des affaires de corruption sont classées par le procureur et demande à la Croatie de renforcer la transparence et le contrôle de ces classements sans suite.

L'UE souligne également qu'il importe de mettre des ressources humaines et techniques suffisantes à la disposition de la police et d'améliorer l'efficacité de celle-ci, notamment par la dépolitisation, un plus grand professionnalisme et des nominations au mérite, un renforcement des compétences spécialisées, notamment pour la criminalité financière, et une meilleure coopération entre le PNUSKOK, l'administration fiscale, les douanes et la police, y compris la police financière. L'UE invite la Croatie à attribuer des ressources suffisantes pour renforcer les quatre bureaux régionaux du PNUSKOK.

L'UE appelle la Croatie à renforcer la capacité des tribunaux à traiter des affaires de corruption et de criminalité organisée, y compris en termes de ressources humaines et de logistique, et à assurer l'application de sanctions dissuasives. Elle invite la Croatie à introduire des délais prioritaires pour la publication des motivations écrites des décisions.

L'UE invite la Croatie à veiller à ce que des statistiques appropriées soient établies pour permettre un suivi efficace du traitement des affaires à tous les stades de l'enquête et de la procédure judiciaire.

iii) Droits fondamentaux

Généralités

L'UE prend acte des informations que lui a communiquées la Croatie sur les droits fondamentaux. Elle invite la Croatie à poursuivre ses efforts visant à améliorer la situation des droits de l'homme, en particulier en matière de non discrimination, des garanties procédurales, des droits des personnes issues des minorités et des droits culturels ainsi que de la protection des données à caractère personnel, et à prendre des mesures contre le racisme et la xénophobie.

Droits de l'homme

L'UE prend note des informations communiquées par la Croatie en ce qui concerne les droits de l'homme. En particulier, elle prend acte des plans de la Croatie concernant la *situation des prisons*, notamment l'augmentation prévue de leurs capacités. L'UE encourage la Croatie à poursuivre les travaux en la matière ainsi que sur les autres mesures visant à réduire la surpopulation des prisons, y compris la mise en œuvre du nouveau système de probation en application de la loi de janvier 2010 sur la probation. Elle souligne que les conditions de détention sont l'un des éléments essentiels qui permettront d'établir une confiance réciproque dans les systèmes juridiques respectifs. En ce qui concerne la *liberté d'expression*, elle invite la Croatie à mettre en œuvre son plan dans ce domaine, en veillant à ce que les normes de l'UE soient respectées. L'UE souligne que la liberté d'expression, la liberté de la presse et la liberté de réunion sont des valeurs fondamentales de l'Union. Elle invite la Croatie à être particulièrement attentive aux enquêtes et poursuites concernant les incidents d'intimidation et de violence contre les journalistes, en particulier celles concernant les affaires de corruption et de criminalité organisée. En outre, elle engage la Croatie à faire en sorte que les éditeurs et les journalistes ne soient pas soumis à des pressions politiques, que ce soit au niveau national ou au niveau local.

En ce qui concerne la *lutte contre la discrimination et les crimes inspirés par la haine*, l'UE souligne qu'il importe de mettre pleinement en œuvre la législation applicable et de veiller à ce que les autorités répressives traitent effectivement ces affaires. Elle invite la Croatie à prendre des mesures pour renforcer la position du médiateur qui est l'organe central chargé de la mise en œuvre de la loi contre la discrimination, en mettant notamment à sa disposition des moyens budgétaires adéquats. L'UE note également qu'il importe de donner pleinement et dûment suite aux recommandations du médiateur.

L'UE encourage la Croatie à poursuivre la mise en œuvre des plans nationaux sur les droits des enfants, les droits des femmes et, en ce qui concerne les personnes handicapées, à veiller à ce que les insuffisances qui persistent soient traitées de manière adéquate, et à renforcer les ressources humaines et la capacité financière du Bureau des droits de l'homme et des médiateurs pour les enfants, les femmes et les personnes handicapées.

Garanties procédurales

L'UE prend note des informations communiquées par la Croatie en ce qui concerne les garanties procédurales. Elle note que la Cour européenne des droits de l'homme continue de relever en Croatie des violations du droit à un procès équitable dans un délai raisonnable au sens de l'article 6 de la Convention, y compris dans le cadre des procédures d'exécution. L'UE invite la Croatie à prendre toutes les mesures nécessaires pour que des recours efficaces soient prévus dans le système juridique national afin d'éviter les retards indus dans les procédures judiciaires. En ce qui concerne *le droit à un procès équitable* et l'accès à la justice, l'UE souligne qu'il importe d'améliorer la mise en œuvre de la loi relative à l'aide juridique, y compris à travers des procédures de demande simplifiées et une réduction de l'écart entre l'aide juridique et les tarifs ordinaires des avocats. En outre, elle invite la Croatie à assurer un suivi approprié de la mise en œuvre du système d'aide juridique et à appliquer le cas échéant des mesures correctives.

L'UE prend note également du programme de réforme de la justice administrative de la Croatie fondée sur la loi sur les litiges administratifs, qui comprend la création d'un système de tribunaux administratifs à deux degrés et prévoit de doter le tribunal administratif de la pleine juridiction au sens de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et de l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux. Dans ce contexte, l'UE souligne également l'importance d'une réforme administrative de plus grande ampleur, qui passera notamment par la mise en œuvre intégrale de la loi générale sur les procédures administratives.

Respect et protection des minorités, droits culturels

L'UE prend note des informations communiquées par la Croatie en ce qui concerne les mesures concernant *la protection des minorités*, y compris le plan d'action pour la mise en œuvre de la loi constitutionnelle relative aux droits des minorités nationales (CARNM).

L'UE souligne qu'il importe que la Croatie prennent des mesures pour améliorer la protection des minorités, notamment des minorités serbes et roms qui connaissent des problèmes particuliers. Elle engage la Croatie à améliorer la mise en œuvre de la CARNM, afin notamment de remédier à la sous-représentation des minorités dans l'administration publique, la justice et la police. À cet égard, la Croatie est invitée à fournir des informations régulières sur la mise en œuvre des plans pour l'emploi coordonnés par le ministère de l'administration et à obtenir des résultats concrets, en procédant notamment à un meilleur suivi de leur mise en œuvre. L'UE prend note des informations communiquées sur les conseils des minorités nationales, y compris au niveau local. À cet égard, elle invite la Croatie à continuer de prendre des mesures pour assurer le fonctionnement efficace de ces conseils, y compris l'autonomie budgétaire des conseils locaux pour les minorités nationales.

L'UE engage également la Croatie à traiter plus largement la question de la discrimination des minorités, en adoptant notamment une stratégie visant à lutter contre la discrimination des minorités dans le secteur public ne relevant pas de la CARNM. Il convient également de veiller à ce que les membres des groupes minoritaires aient accès aux droits sociaux. L'UE encourage la Croatie à poursuivre ses actions de sensibilisation à l'intention des personnes issues des minorités nationales concernant les droits dont ils jouissent et à prendre des mesures pour instaurer la confiance entre les membres des groupes minoritaires dans le cadre de la politique du gouvernement en faveur des minorités, en renforçant notamment la transparence et le dialogue. L'UE invite la Croatie à continuer de mettre en œuvre sa stratégie et son plan d'action pour la protection et l'intégration des Roms, notamment dans les domaines de l'emploi, de l'éducation et du logement et d'assurer la disponibilité des moyens nécessaires.

L'UE souligne qu'il importe de régler les questions en suspens concernant les *réfugiés*, qui découlent du conflit des années 90. À cet égard, elle souligne l'importance particulière que revêtent les efforts visant à améliorer les conditions de réintégration sociale et économique des rapatriés et à faciliter l'acceptation des rapatriés par les communautés d'accueil.

L'UE appelle également la Croatie à mettre pleinement en œuvre son plan d'action relatif au programme d'aide au logement en faveur des réfugiés et des anciens détenteurs de droits de location qui souhaitent retourner en Croatie, et à atteindre les objectifs de 2008 et de 2009 pour la fourniture de logements tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des régions faisant l'objet d'une attention particulière de l'État. Elle invite la Croatie à accomplir des progrès notables pour fournir des logements à tous les autres demandeurs d'aide au logement dont la demande a été favorablement accueillie sur la base d'un plan dont les coûts ont été parfaitement évalués. L'UE engage la Croatie à agir avec prudence lorsqu'elle traite des cas d'appartements restés inoccupés et souligne que toute réattribution devrait avoir lieu en vertu de critères clairs et équitables préalablement établis, y compris s'il y a lieu en coopération étroite avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. L'UE invite la Croatie à accélérer le traitement des procédures de recours pour les demandes de reconstruction de logements qui ont été rejetées, à éliminer l'arriéré des procédures de recours pendantes et à progresser à grands pas dans la reconstruction des biens restants.

L'UE souligne qu'il est essentiel de poursuivre les progrès concernant la *validation* des décisions et des actes individuels concernant les pensions et les droits qui s'y rapportent. Elle invite la Croatie à dûment traiter les demandes, à procéder à un suivi suffisant et à prendre les mesures correctives appropriées pour assurer une application uniforme des critères objectifs par les bureaux régionaux des retraites.

L'UE souligne qu'il importe que la Croatie améliore l'exactitude du suivi statistique de tous les aspects du processus de retour des réfugiés.

Étant donné l'importance de la dimension régionale des questions relatives aux réfugiés et de la volonté de la Croatie d'entretenir de bonnes relations de voisinage, l'UE engage la Croatie à participer activement aux processus régionaux visant à régler les questions en suspens relatives au retour des réfugiés, y compris la perte des droits d'occupation et de location.

Mesures contre le racisme et la xénophobie

L'UE engage la Croatie à mettre en œuvre des mesures visant à renforcer la tolérance dans la société et la réconciliation entre les groupes ethniques. En particulier, la Croatie devrait encourager l'esprit de tolérance à l'égard de la minorité serbe et prendre des mesures appropriées pour protéger les personnes toujours susceptibles de faire l'objet de menaces ou d'actes de discrimination, d'hostilité ou de violence. La Croatie devrait prendre des mesures contre le racisme et la xénophobie (campagne de sensibilisation du public, éducation, réflexion sur le rôle de l'école et des médias) et apporter une réponse adéquate, tant au niveau politique que répressif, aux incidents racistes.

L'UE invite la Croatie à combler les lacunes de l'actuel cadre juridique, notamment en étudiant la possibilité de modifier la loi sur les délits afin d'y introduire le délit d'atteinte à la paix publique et de trouble de l'ordre public pour des motifs racistes, ethniques, religieux ou autres.

Protection des données à caractère personnel

L'UE prend note de la volonté de la Croatie de s'aligner sur l'acquis en matière de protection des données à caractère personnel. À cet égard, elle invite la Croatie à améliorer la capacité de l'agence pour la protection des données à exercer ses pouvoirs de contrôle.

iv) Droits des citoyens de l'UE

Droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales

L'UE prend acte de ce que la Croatie s'est engagée à adopter la loi modifiant la loi sur l'élection des membres des organes représentatifs des collectivités locales et régionales avant la fin de 2010, ainsi qu'à apporter des modifications aux dispositions pertinentes de la Constitution relatives à l'exercice, par des ressortissants de l'UE résidant en Croatie, des droits électoraux actifs et passifs aux élections locales en Croatie.

Droit de circuler et de séjourner librement

L'UE note que la Croatie s'est engagée à modifier la loi sur les étrangers afin d'en aligner pleinement les dispositions sur celles de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, et note que ce pays prévoit de dispenser à ses fonctionnaires la formation nécessaire à l'application de ces dispositions.

Protection diplomatique et consulaire

L'UE prend acte de ce que la Croatie s'est engagée à modifier la loi sur les affaires étrangères en 2011 et à adopter les règlements d'application correspondants, afin d'être en mesure de protéger les citoyens de l'UE conformément à la décision 95/553/CE des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, du 19 décembre 1995, concernant la protection des citoyens de l'Union européenne par les représentations diplomatiques et consulaires, ainsi qu'à appliquer la décision 96/409/PESC des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil du 25 juin 1996, concernant l'établissement d'un titre de voyage provisoire.

* * *

Compte tenu de l'état actuel de préparation de la Croatie, et étant entendu que des progrès doivent encore être accomplis en ce qui concerne l'alignement sur l'acquis couvert par le chapitre "Pouvoir judiciaire et droits fondamentaux" et la mise en œuvre de cet acquis, en particulier en ce qui concerne les domaines susmentionnés, l'UE note que ledit chapitre ne pourra être provisoirement fermé que lorsqu'elle jugera que les critères qui suivent sont respectés:

Le pouvoir judiciaire

La Croatie actualise sa stratégie de réforme judiciaire et le plan d'action qui l'accompagne et veille à ce que les réformes soient effectivement mises en œuvre. Ainsi,

- la Croatie met en place des moyens institutionnels suffisants pour mener la réforme du système judiciaire, y compris en ce qui concerne le contrôle post-législatif.

La Croatie renforce l'indépendance, la responsabilité, l'impartialité et le professionnalisme du pouvoir judiciaire. Ainsi,

- la Croatie établit un historique du recrutement et de la nomination des juges, des procureurs généraux et des présidents des tribunaux, fondé sur des critères uniformes, transparents, objectifs, applicables au niveau national et prévus par la loi, et décide que l'École nationale de la magistrature commence à fonctionner effectivement;
- la Croatie réforme et renforce le Conseil supérieur des juges et le Conseil supérieur des procureurs (y compris au moyen d'élections par les pairs de la profession), afin que ces organismes remplissent leurs principales fonctions avec professionnalisme, impartialité et sans ingérence politique ou autre, en particulier en ce qui concerne la nomination des juges et des procureurs, la gestion de leur carrière, ainsi que les procédures disciplinaires qui leur sont applicables.

La Croatie améliore l'efficacité du système judiciaire. Ainsi,

- la Croatie réduit fortement l'arriéré judiciaire, en particulier en ce qui concerne d'anciennes affaires civiles et pénales et décisions d'exécution, et elle met en œuvre les dispositions juridiques et organisationnelles nécessaires pour prévenir tout retard indu, y compris par la mise en place de nouvelles méthodes pour que les décisions de justice puissent être exécutées dans un délai raisonnable, par une meilleure application des modes alternatifs de règlement des conflits, et notamment une simplification des mécanismes en la matière, et par l'établissement d'un relevé de l'application des nouveaux codes de procédure pénale et civile;

- la Croatie fait des progrès en ce qui concerne les infrastructures physiques et l'informatisation des juridictions, la mise en place accélérée de systèmes de gestion des affaires judiciaires, en particulier le système de gestion intégrée des affaires judiciaires, la création d'un système statistique unifié pour le suivi de tous les types d'affaires traitées par l'ensemble des juridictions et les services du ministère public et l'introduction d'un système d'attribution aléatoire des affaires dans l'ensemble des juridictions;
- la Croatie continue de rationaliser les tribunaux municipaux et correctionnels, en veillant à ce que les tribunaux qui ont fusionnés puissent fonctionner efficacement, et expose précisément les moyens logistiques et financiers mis en œuvre à long terme pour achever cette rationalisation. La Croatie adopte un plan clairement défini pour la rationalisation des tribunaux de comté et des tribunaux de commerce.

La Croatie améliore le traitement des dossiers de crimes de guerre nationaux. Ainsi,

- la Croatie établit un relevé des dossiers de crimes de guerre traités de façon impartiale par les services répressifs et les tribunaux et prend des mesures concrètes pour lutter contre l'impunité, en particulier en veillant à ce que des crimes n'ayant pas encore fait l'objet d'enquêtes ou de poursuites en fassent dûment l'objet, y compris au moyen de l'adoption et de la mise en œuvre d'une stratégie bien définie qui remédie, entre autres, aux disparités régionales en Croatie, ainsi qu'en poursuivant son action aux niveaux bilatéral et régional;
- la Croatie met en œuvre son plan d'action pour le réexamen des affaires jugées par défaut, applique les nouvelles dispositions du code de procédure pénale relatives à la réouverture des procédures et met en place d'autres moyens de recours tels que la protection de la légalité, en prenant les mesures nécessaires pour que les demandes de réouverture d'une procédure et les procès réouverts fassent l'objet d'un traitement équitable et impartial de la part de l'ensemble des autorités judiciaires compétentes.

Lutte contre la corruption

La Croatie établit un relevé des résultats concrets sur la base des enquêtes, des poursuites et des décisions de justice objectives et efficaces qui se rapportent à la criminalité organisée et à la corruption à tous les niveaux, y compris la corruption à haut niveau, et dans des secteurs sensibles comme les marchés publics. Ainsi,

- la Croatie continue de renforcer la capacité opérationnelle de l'USKOK, y compris en élargissant son mandat à la fraude fiscale liée à la criminalité organisée et à la corruption, en améliorant ses compétences financières et en prévoyant une formation et des ressources suffisantes en vue de son nouveau rôle dans le système accusatoire mis en place en juillet 2009;
- la Croatie prend des mesures pour accroître l'efficacité et l'indépendance de la police, y compris par sa dépolitisation et l'amélioration du professionnalisme, par le renforcement de ses compétences spécialisées, notamment dans le domaine de la criminalité financière, ainsi que par l'amélioration de la coopération avec les autres agences, le secteur financier et les partenaires internationaux. La Croatie applique d'une manière efficace et cohérente les dispositions relatives à la confiscation qui figurent à l'article 82 du code pénal et définit clairement les responsabilités et les règles applicables pour la bonne gestion des biens confisqués dans le cadre de procédures pénales;
- la Croatie renforce les moyens des tribunaux pour qu'ils puissent traiter des affaires comme il convient, y compris sur le plan des ressources humaines et de la logistique.

La Croatie établit un relevé des mesures de prévention qui ont été renforcées en matière de lutte contre la corruption et les conflits d'intérêt. Ainsi,

- la Croatie accroît la transparence et l'intégrité de l'administration publique et des entreprises détenues par l'État, y compris en améliorant la législation sur l'accès à l'information et son application, en adoptant, modifiant et mettant en œuvre la législation nécessaire à l'application pleine et entière de la loi générale sur les procédures administratives, en mettant à exécution des plans d'action de lutte contre la corruption dans les entreprises détenues par l'État, ainsi qu'en assurant la formation continue du personnel;

- la Croatie modifie sa législation en vigueur sur le financement des partis politiques, notamment pour élargir son champ d'action aux campagnes électorales, améliorer la transparence et renforcer les mécanismes indépendants de surveillance;
- la Croatie veille à ce qu'une législation et des systèmes efficaces soient en place pour éviter et sanctionner les conflits d'intérêt à tous les niveaux de l'administration publique/de l'État et pour contrôler et vérifier les déclarations des avoirs des fonctionnaires et des juges, et veille à ce que ces systèmes comportent des sanctions dissuasives en cas de manquement.
La Croatie veille à ce que des systèmes efficaces soient en place afin de permettre et de soutenir le signalement des cas de corruption et de mauvaise administration dans les institutions publiques.

Droits fondamentaux

La Croatie renforce la protection des minorités, y compris par la mise en œuvre effective de la loi constitutionnelle sur les droits des minorités nationales. Ainsi,

- la Croatie prend des mesures afin d'améliorer concrètement le niveau d'emploi des minorités nationales dans les organes de l'administration et les organes des collectivités locales et régionales, dans les services de police et les services judiciaires, et met en place un système efficace de suivi statistique, y compris par l'adoption, la mise en œuvre et le suivi de plans d'emploi dans tous les organes concernés;
- la Croatie effectue une étude exhaustive de la sous-représentation des minorités dans le secteur public au sens large ne relevant pas de la loi constitutionnelle sur les droits des minorités nationales et adopte un plan pour remédier aux insuffisances constatées;
- la Croatie prend des mesures visant à la réconciliation et au renforcement de la tolérance entre les citoyens, y compris au moyen de l'éducation, en reconsidérant le rôle de l'enseignement scolaire, au moyen des médias et par une action adéquate aux niveaux politique et répressif en réponse à des actes racistes ou xénophobes.

La Croatie règle les questions en suspens en ce qui concerne le retour des réfugiés. Ainsi,

- la Croatie met pleinement en œuvre son plan d'action concernant le programme de logement des réfugiés et des anciens détenteurs de droits de location qui souhaitent rentrer en Croatie, y compris pour réaliser les objectifs fixés pour 2008 et 2009 concernant la mise à disposition de logements tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des zones d'intérêt national particulier.
La Croatie accomplit des progrès considérables pour fournir un logement à tous les autres demandeurs de logement dont la demande a été favorablement accueillie sur la base d'un plan dont les coûts ont été parfaitement évalués;
- la Croatie améliore les procédures de recours pour les demandes de reconstruction de logements qui ont été rejetées, élimine l'arriéré des recours et progresse à grands pas dans la reconstruction des autres biens.

La Croatie améliore la protection des droits de l'homme. Ainsi,

- la Croatie améliore l'accès à la justice, y compris en prenant les mesures nécessaires pour faire en sorte que, avant l'adhésion, le tribunal administratif soit doté de la plénitude de juridiction au sens de l'article 6 de la CEDH et de l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux, tant en théorie qu'en pratique, et en veillant à une meilleure mise en œuvre de la loi relative à l'aide juridique;
- la Croatie établit un bilan de la mise en œuvre de la loi relative à la lutte contre la discrimination et de la loi relative aux crimes de haine, en veillant à ce que les affaires en la matière soient effectivement traitées par les services répressifs et à ce que le bureau du médiateur soit renforcé.

Coopération avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)

La coopération pleine et entière de la Croatie avec le TPIY demeure une exigence pour que le pays puisse progresser dans le processus d'adhésion, y compris pour la clôture provisoire du présent chapitre, conformément au cadre de négociation adopté par le Conseil le 3 octobre 2005.

L'UE continuera à suivre les progrès réalisés en matière d'alignement sur l'acquis et de mise en œuvre de ce dernier tout au long des négociations. Elle souligne qu'elle suivra avec une attention particulière chacun des points spécifiques susmentionnés afin de s'assurer que la Croatie dispose des capacités administratives nécessaires. Il convient d'accorder une importance particulière aux liens entre le présent chapitre et d'autres chapitres des négociations. L'évaluation définitive de la conformité de la législation de la Croatie avec l'acquis ainsi que de sa capacité à le mettre en œuvre ne pourra intervenir qu'à un stade ultérieur des négociations. Outre l'ensemble des informations que l'UE pourra solliciter dans le cadre des négociations sur ce chapitre et qui devront être fournies à la Conférence, l'Union européenne invite la Croatie à fournir régulièrement par écrit au Conseil de stabilisation et d'association des informations détaillées sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'acquis.

Eu égard à toutes les considérations qui précèdent, la Conférence devra revenir à ce chapitre au moment voulu.

L'UE rappelle en outre que de nouveaux éléments peuvent s'ajouter à l'acquis entre le 1^{er} janvier 2010 et l'achèvement des négociations.